

GOVERNEMENT À LA DÉRIVE...

libérale !

Le gouvernement vient de prendre la décision de ne pas voter la proposition de loi d'amnistie sociale présentée par le groupe des élus communistes / front de gauche. Cette décision est d'autant plus incompréhensible qu'elle tourne le dos au vote exprimé par une majorité de sénateurs le 27 février dernier, mais également aux positions formulées par la Madame la ministre de la Justice, Christiane Taubira.

Alors que des milliers d'hommes et de femmes, salariés et syndicalistes, en pointe dans le combat pour le maintien de l'emploi et la défense de l'appareil productif, ont pris tous les risques pour défendre l'intérêt commun contre Sarkozy, le gouvernement leur refuse tout soutien.

Un véritable coup de poignard dans le dos

C'est une véritable honte pour un gouvernement qui se prétend de gauche. Une attitude qui fait malheureusement suite à d'autres coups de poignard dans le dos intervenus depuis maintenant un an :

- le vote, en force à la suite d'une parodie de débat avec les sénateurs Front de gauche, de l'Accord National Interprofessionnel (ANI), coup très dur porté au monde des salariés ;
- le plan de 20 milliards de cadeaux fiscaux et d'aides pour les patrons sans aucune contrepartie ;
- la hausse de la TVA, impôt le plus injuste, prévue pour 2014 ;
- l'adoption du traité européen de stabilité gravant les politiques austéritaires dans le marbre ;

La poursuite d'une politique libérale

Disons-le tout net : toutes ces mesures réactionnaires auraient pût être adoptées telles quelles par Nicolas Sarkozy !

Ne l'oublions pas : elles ne figuraient aucunement dans la liste des engagements du candidat Hollande. Les françaises et les français n'ont pas voté pour cela l'an dernier. Ils ont voté massivement pour le changement !

Or, si tous les voyants sont au rouge (chômage, pouvoir d'achat,...) et si le changement tant attendu n'a pas lieu, c'est qu'au fond, ce sont ces mêmes recettes économiques, et auxquelles plus personne ne croit, qui sont mise en œuvre.

La parole au peuple, dès le 1^{er} Mai !

Il est clair que désormais, face à l'autisme gouvernemental, c'est au peuple d'exprimer fortement sa colère, mais surtout son désir d'alternative.

Le parti communiste français appelle à un grand mouvement pétitionnaire de soutien à la propositions de loi des parlementaires du front de gauche d'amnistie sociale des combattants de l'emploi et de la justice sociale, ainsi que celle d'interdiction des licenciements boursiers. Cette mobilisation doit venir renforcer les cortèges, qui le 1er mai, défilent dans tout le pays pour défendre les droits des travailleurs.

Le 5 mai, marchons pour une 6^e République libérée de la finance !

Le 5 mai, de la Bastille à la Nation, la marche citoyenne à l'appel du Front de gauche doit être un moment fort de la mobilisation pour l'amnistie sociale. Cette dernière doit enfin se prolonger jusqu'au 16 mai, jour du vote des propositions de loi du Front de gauche, où nous appelons au rassemblement.

Seule la mobilisation citoyenne et populaire peut contraindre le gouvernement à faire machine arrière et à respecter le vote du Sénat !

